

Le contre-budget des socialistes

Le contre-budget des socialistes : pour les Français, la justice fiscale, sociale et territoriale Le Parti socialiste soutient la démarche de son groupe Nouvelle Gauche à l'Assemblée nationale qui a présenté, par la voix de son président Olivier Faure et de sa cheffe de file pour les finances Valérie Rabault, un véritable contre-budget à celui du gouvernement. Alors que le Projet de Loi de Finances (PLF) Le Maire-Darmanin remet en cause le principe de solidarité tant entre les Français qu'entre les territoires et menace la continuité des services publics et l'action des associations, au nom d'un

dogmatisme libéral, les socialistes se devaient de proposer une autre voie, responsable et porteuse de justice sociale. Ce contre-budget est inédit : aucun autre groupe politique ne propose actuellement un projet alternatif à celui du gouvernement. C'est bien cette capacité à être force de proposition qui fait des socialistes, la seule véritable alternative au gouvernement. Ainsi, le groupe Nouvelle Gauche entend soutenir le pouvoir d'achat en supprimant la baisse des Aides Personnalisées au Logement (APL) et de la Prestation d'Accueil du Jeune Enfant (PAJE), ainsi qu'en doublant le chèque énergie, unique amortisseur de la hausse de la fiscalité écologique pour les plus modestes. Il entend revenir à un objectif de 430 000 emplois aidés pour 2018 afin d'empêcher la dégradation des services publics de proximité que le gouvernement organise et qui constituerait un plan social sans précédent pour le tissu associatif. Il entend rétablir le fonds d'urgence pour les départements en difficulté, demande de ne pas supprimer la contribution de l'Etat à la prise en charge du développement économique des Régions, veut renforcer la péréquation pour soutenir les communes les moins riches et lutter contre les inégalités territoriales. Les conditions de la reprise économique que connaît la France depuis plusieurs mois permettent d'envisager une autre voie que celle choisie par le gouvernement. C'est pourquoi les députés socialistes veulent la conforter au travers, notamment, du soutien aux PME et à l'innovation. Le contre-projet présenté par les élus socialistes de la commission des finances démontre qu'il est possible d'envisager un budget équilibré et reposant sur d'autres orientations, tout en respectant les engagements d'un déficit réduit à 2,7% du PIB. A ce gouvernement qui supprime l'ISF pour 170 000 foyers alors qu'il augmente la CSG pour 8 millions de retraités, nous opposons un contre-budget clair : pour les Français et l'intérêt général, la justice fiscale, la justice sociale, la justice territoriale.